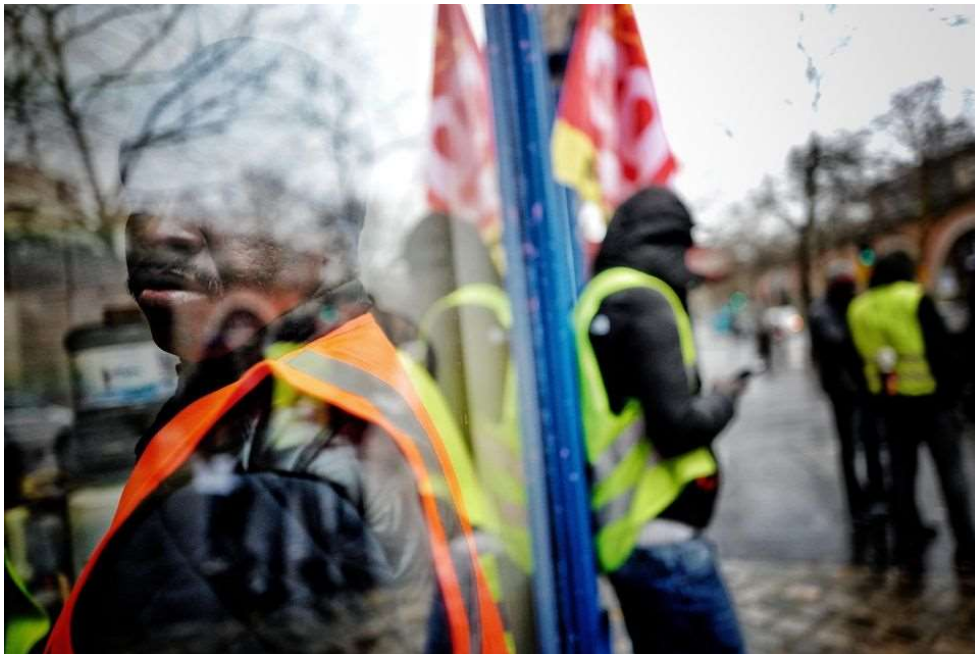


http://www.liberation.fr/france/2018/03/25/promis-a-une-regularisation-160-travailleurs-sans-papiers-mettent-fin-a-leur-greve_1638711

Promis à une régularisation, 160 travailleurs sans papiers mettent fin à leur grève

Par [Frantz Durupt](#) — 25 mars 2018 à 17:29



Des travailleurs sans-papiers de plusieurs entreprises d'Ile-de-France (ici l'agence d'interim Défi Technology, à Paris, en février) ont maintenu leurs piquet de grève pendant plus d'un mois. Ils ont obtenu la garantie de leur régularisation. Photo Denis Allard. REA

Employés par six entreprises d'Ile-de-France ou leurs sous-traitants, ces salariés se sont mis en grève le 12 février, avec l'appui de la CGT. Leurs employeurs ayant fini par fournir les documents nécessaires, les autorités publiques se sont engagées à les régulariser.

Le 12 février, ils étaient [120 à s'être mis en grève](#). Trente-neuf jours plus tard, leurs rangs gonflés de 40 personnes, 160 travailleurs sans papiers de la région parisienne ont enfin pu lever leurs piquets de grève. Ils ont obtenu un engagement des autorités publiques à régulariser leur situation, a annoncé la CGT Intérim sur Twitter.

Essentiellement originaires d'Afrique subsaharienne, ces travailleurs avaient contacté la CGT en fin d'année dernière pour obtenir de leurs entreprises qu'elles remplissent enfin les documents nécessaires à leur régularisation : une attestation de leur identité et un formulaire assurant qu'ils sont (ou seront) embauchés.

Six entreprises d'Ile-de-France étaient concernées : Défi Technology (intérim), Sepur (collecte d'ordures ménagères), GLS (logistique), Event-Thaï (plats cuisinés), STLG (collecte de déchets) et Chronopost (livraison de colis). Autant d'employeurs qui recourent allègrement à une main-d'œuvre en situation irrégulière, car « *avoir des travailleurs sans papiers, donc théoriquement sans droits, c'est bien pratique pour les exploiter* », rappelle à *Libération* Patricia Tejas, membre de la direction confédérale et du collectif migrants de la CGT.

« Une solution pour tous »

C'est chez Chronopost que le dernier piquet de grève a été levé, vendredi matin, après que son sous-traitant Derichebourg a enfin rempli les documents nécessaires, selon elle. Ces documents obtenus, la préfecture de police de Paris « *a accepté de coordonner une réponse homogène entre tous les départements concerné s* », ajoute Patricia Tejas, ce qui devrait aboutir à la régularisation de ces travailleurs. Sans vouloir fanfaronner, elle ne cache pas sa satisfaction : « *On a réussi avec les employeurs et les autorités publiques à trouver une solution pour tous. C'est la reconnaissance que ces travailleurs amènent de la richesse* ».

Reste encore, pour la CGT, une bataille à porter sur ce sujet : celle contre le projet de loi «immigration et asile», qui pourrait encore compliquer les démarches nécessaires pour obtenir le droit de vivre et travailler en France, comme [nous l'expliquions dans cet article](#).

[Frantz Durupt](#)